

Le service public est notre richesse !

Compte-rendu du débat citoyen du 13 mars 2019

Organisé par la section Antony-Sceaux-Bourg la Reine de la Ligue des droits de l'homme (LDH), l'association Citoyens à Antony et la section locale de l'association Le Français en partage (FeP). Tenu à la salle du Mont-blanc, quartier du Noyer-Doré, Antony, de 20 heures à 23 heures. Présence d'une quarantaine de personnes (22 ont laissé leur adresse électronique pour recevoir un compte-rendu).

Présentation matérielle

Un représentant de chaque association présente son association.

Présentation du déroulement de la soirée :

- Les 8 règles du débat public (Cf annexe)
- Travail en 5 ateliers (santé, éducation, culture, logement, transports) jusqu'à 22 heures environ puis restitution de chaque atelier à l'ensemble des participants
- Animation de chaque atelier par un binôme d'animateurs, prise de notes par un rapporteur désigné par consensus.

Généralités sur le service public

Pour alimenter la réflexion, sont rappelés les critères actuels du service public : égalité, continuité, adaptabilité, service en français, absence de plus-value financière. 2 questions peuvent être abordées lors des ateliers : veut-on plus ou moins de services publics, qui doit payer pour le service public : l'utilisateur ou le contribuable ?

1. ATELIER SANTE-SECURITE SOCIALE

8 personnes (avec les 2 animateurs) ont participé à cette table.

Tour de table

- sélection PMI, diminution de l'offre, service départemental, retour à l'état ?, directives locales avec rupture d'égalité selon territoire
- doute sur le Grand débat, valeurs de la République, comment assurer toute la vie ?
- professionnel hôpital
- santé personne dépendante, offre raréfiée, « reine d'Amélie », dégradation de l'offre
- PMI, présence ordinateur et suivi d'activité
- diét hôpital, idée géniale de proposer à tous des soins de qualité, donc effort de solidarité, risque de « responsabiliser » certaines personnes ; accès aux soins et les bâtons dans les roues

Restitution

1.2 Constat, tiré des expériences de chacun :

- Réduction de l'offre, limitation, dégradation du service public, sur plusieurs secteurs : PMSI, ASE, MDPH, hôpital, médecine de ville, avec accroissement de la précarité et des difficultés.
- Discrimination envers les étrangers, les handicapés, les personnes du quart-monde.
- Inégalités territoriales (politiques locales).
- Place du bénévolat pour faire fonctionner le service ? L'Etat ne peut pas tout faire et le bénévole apporte une diversité d'action et une notion de bienveillance. Mais sa place est le complément mais pas de remplacement.

1.3. Propositions

Récupérer l'argent parti à l'étranger, des cotisations exonérées, des entreprises qui n'emploient pas. Rééquilibrage des restes à charge (lunettes versus hanche).

Limiter les dépassements d'honoraires, obstacle à l'accès.

Intermédiation (service public local) pour accéder aux informations et démarches sur Internet.

Généraliser le système alsacien, respecter le postulat de gratuité.

Remettre plus de tranches sur l'impôt sur le revenu, déplafonnement des cotisations sociales.

Moduler l'impôt en fonction de la présence des services publics, en attendant de prévoir leur rétablissement au profit de tous.

En suspens : la sécurité sociale jusqu'où ? Place du 5^{ème} risque, la dépendance avec quel financement ?

2. ATELIER CULTURE

Le service public de la culture : la culture est un bien commun, dont tout le monde a besoin, la distribution et le partage de la culture sont importants car elle est un instrument de libération et d'ouverture et de paix.

La gratuité est importante mais ne suffit pas. Il y a un lien entre la culture et le social (la question du travail) : la culture doit venir aux gens et les échanges, la découverte entre cultures, doivent se développer comme des façons d'être et de bien vivre ensemble. L'inscription dans les territoires et la proximité sont aussi importantes : pratique (l'école, la maison de quartier, l'association : des lieux disséminés).

Le service public sert à bien vivre ensemble, il doit permettre le fourmillement des cultures.

Pour les adultes, nous avons le sentiment qu'il existe moins d'offre de service public et que cela pourrait être développé et mieux connu (réductions pour les chômeurs).

Pour les enfants, le pass culture devrait être développé : il faudrait que tous les jeunes puissent en bénéficier, et en même temps il faudrait qu'on leur apporte le mode d'emploi et qu'on leur facilite l'accès.

Le service public de la culture doit permettre une ouverture au monde. Se posent les problèmes du repli sur soi et de la privatisation.

La question de la justice sociale est aussi centrale (pour certains tout est facile et accessible et pour d'autres tout est compliqué). Le rôle du service public c'est de contrebalancer ce déséquilibre et de rétablir l'égalité des chances.

Et aussi, nous soulevons le problème du budget de misère pour la culture et de l'éducation.

3. ATELIER LOGEMENT (EAU, GAZ, ELECTRICITE)

6 personnes (avec les 2 animateurs) ont participé à l'atelier. Constats et propositions ont été collectifs

Notre constat :

Beaucoup de personnes sont mal logées ou n'ont pas accès au logement. Les personnes les plus démunies n'arrivent plus à se loger. Dans nos quartiers, on voit de plus en plus de gens dormir dans les rues et aussi dans des bidonvilles qui se forment dans des zones périphériques. Dans les bidonvilles les habitants n'ont même pas accès à l'eau potable ou à l'électricité.

Globalement les loyers sont trop élevés. Aussi, on incite les habitants à acheter leur logement, mais ils n'ont souvent pas les moyens pour entretenir leurs biens immobiliers.

Le nombre de logements sociaux qui sont construits dans nos quartiers est insuffisant. Les réglementations de l'Etat qui obligent les communes à construire 25% de logement sociaux sur leur territoire ne sont souvent pas respectées par les maires.

Pourtant le droit au logement est un droit fondamental. S'il n'est pas respecté, il entraîne souvent le non respect du droit au travail et à la santé. Ainsi les sans-abris ont des vraies difficultés à trouver du travail et rencontrent aussi des problèmes de santé.

Il est difficile d'obtenir des chiffres précis concernant le nombre de mal logés en France.

Une initiative citoyenne a permis de créer l'Observatoire précarité mal-logement dans les Hauts-de-Seine qui rassemble des données relatives à la question du mal-logement :
www.precaritelogement92.fr

Nos souhaits :

Le logement social ne devrait pas être soumis à la loi du marché. Il devrait devenir un service public accessible à tous. Les loyers devraient être calculés proportionnellement aux revenus des locataires.

Nous aimerions que l'Etat et les collectivités respectent leurs propres réglementations en construisant suffisamment de logements sociaux. Chaque nouvelle construction devrait obligatoirement comporter un pourcentage précis de logements sociaux, comme c'est déjà le cas dans d'autres pays.

Action :

Solliciter nos élus pour les inciter à construire plus de logement social sur nos communes.

4. ATELIER TRANSPORTS

8 personnes ont participé à l'atelier. Constats et propositions ont été collectifs

Constats :

RER B saturé.

RER C irrégulier et à fréquence faible (1 toutes les 30 minutes).

Difficulté voire impossibilité de circuler entre les communes.

Disparition des bus Paladin dans les quartiers pas rentables (Paladin = entreprise privée aux tarifications RATP).

Disparition pratiquement complète des transports en commun dans les campagnes et dans les provinces.

La SNCF a de plus en plus une mentalité de gestionnaire privé.

Les prix trop élevés dissuadent dans certains cas de prendre les trains (ex OrlyVal, plus cher que si on prend un taxi à deux, train dans certaine province trop onéreux en comparaison de la voiture). Le prix d'un seul ticket de bus peut être aussi un frein au déplacement pour certains.

Le Fret ferroviaire est abandonné en France : 9% en France face à 20% en Europe, 40% en Suisse

Propositions :

Il faut développer partout un Transport public collectif de qualité :

Régularité et grand nombre de trains, arrêter l'automatisation, l'absence d'agents dans les stations, la diminution du personnel, tout ce qui entraîne une déshumanisation qui transparaît aussi au niveau des usagers dans leur comportement.

Le développement ne peut se faire en dehors de l'aménagement territorial. On remarquera une volonté de supprimer les enquêtes publiques (le Grand Paris). Les pôles de vie et de travail sont de plus en plus éloignés. Le temps de trajet augmente, rendant la vie plus difficile et diminue le temps de sommeil.

Problème des parkings auprès des gares (aussi manque de garage à vélo) qui devraient être gratuits pour inciter à laisser sa voiture.

Priorité au collectif et non polluant : pour cela augmenter, régulariser, mais ne pas commander des interdictions de diesel sans ouvrir des possibilités de transport collectif. En juillet 2019, 118 000 voitures vont être interdites de circulation du fait des lois anti-pollution (à l'intérieur de la ceinture tracée par la A86), par contre aucun aménagement n'est prévu pour les futurs piétons, pas d'augmentation de bus, sans parler de la saturation du RER B.

RER B :

Il est envisagé de mettre des wagons à deux étages. Il faudrait rendre la ligne C attractive pour soulager la B.

Transport pour les aéroports :

OrlyVal, entreprise Matra déficitaire, repris par la RATP, le prix du billet est trop élevé (10 € pour 6 minutes) payé à 50% le remboursement des emprunts. En 2024 les crédits seront remboursés. Il faudrait alors que l'Orlyval n'ait plus de tarification spéciale et soit utilisé pour relier RER B, RER C et la ligne 14 qui devrait arriver à Orly.

Le Charles De Gaulle Express construit pour le touriste, c'est une niche pour les favorisés qui n'aura aucune utilité pour les franciliens.

Deux visions différentes, OrlyVal = une possibilité de reconquête par le public et Charles de Gaulle express = un train pour les touristes et étrangers.

Sinon on ne voit pas d'intérêt à la privatisation des aéroports

Transport routier : Fret ferroviaire 9% en France, 20% en Europe, 40% en Suisse.

Le Fret ferroviaire est abandonné en France. Des centaines de milliers de camions transitent par la France, certain préférant la France car moins cher qu'en Allemagne ou Autriche.

L'abandon du fret et des taxes carbone est un retour en arrière énorme.

Il y a un état d'esprit à garder :

Ne pas faire passer la rentabilité avant le service pour tous, même sur des lieux désertés par les grandes affluences. Pour que les employés conservent une mission de service public, ils peuvent avoir un statut particulier et rester fonctionnaire.

Il faut baisser le prix payé par l'utilisateur des transports en commun :

En Île de France, le dézonage fut une chose positive. On peut noter que bientôt une réduction de 50% du prix de l'abonnement Navigo sera accordé aux personnes de plus de 65 ans. (Mais nous rappelons que la retraite n'est pas encore à 65 ans, mais 62 ans)

Le prix au ticket ou au carnet reste trop élevé... de plus les correspondances entre métro, RER, bus n'existent pas, et la possibilité de prendre plusieurs bus avec le même ticket pendant 1h30 devrait être généralisé aux autres transports, vu que tous les transports restent sous la houlette de la RATP...

La gratuité serait idéale car elle donne un droit pour tous de se déplacer et elle pousse à abandonner la voiture. Gratuité pas forcément à la charge de l'Etat, les entreprises bénéficient des transports en commun pour leurs employés et donc elles pourraient rembourser intégralement les frais de transport des employés. Cette gratuité devrait être prolongée à tous (aux personnes à la retraite, aux enfants et aux non-salariés).

Tarifs SnCF : plus chers depuis 10 ans. Avant les tarifs étaient calculés en fonction du kilométrage sans prendre en compte la fréquentation. Cependant de nombreuses lignes moins fréquentées subissent des suppressions de trains, des tarifs élevés sans possibilité de promotions qui existaient avant. Le prix de ces lignes n'est plus avantageux en comparaison du transport individuel en voiture qui sera pratiquement moins cher. S'ajoute à cette question de prix, parfois un rallongement des trajets car il n'y a parfois plus les échangeurs (gare de changement de trains) qui existaient avant.

5. ATELIER EDUCATION-ECOLE :

8 personnes (avec les 2 animatrices) ont participé à cette table.

Des constats, des interrogations

Un premier tour de table permet à chacun d'exprimer son ressenti et de formuler les premiers constats.

Les élèves ne sont pas intéressés par les études. Pas de désir d'apprendre.

La désespérance des enseignants, leur ras-le-bol, leur solitude, leur démotivation face à des directives de plus en plus absurdes. Manque de reconnaissance, souffrance de ne plus pouvoir faire son métier comme on veut, entraînent de nombreux départs.

Parallèlement est pointée l'existence d'un important travail en équipe pour trouver des solutions. Mais la société prône le contraire de ce qu'on veut enseigner aux enfants.

L'Education nationale n'est pas à la hauteur des enjeux de citoyenneté et de démocratie : on forme à la compétition et non à la collaboration.

La vision utilitariste de l'Education est dénoncée : l'Education a pour but de former des citoyens, des « êtres humains » avant de former des personnes « employables ».

L'Education nationale est de moins en moins égalitaire. Où est passé l'ascenseur social ?

Le recrutement des enseignants : recours de plus en plus à des contractuels,

La machine Education nationale tue la dynamique des jeunes profs

La formation des enseignants : une formation centrée sur les disciplines et pas sur la pédagogie et la connaissance de l'enfant/adolescent.

L'orientation : la séparation entre les matières « intellectuelles » et les matières « pratiques » pose problème.

Qu'est-ce qu'on entend par éducation ?

La réforme du bac : oui si c'était vraiment égalitaire. Or les propositions faites aux élèves ne seraient pas les mêmes partout. Pas d'explication, pas d'accompagnement

Les parents n'ont pas la bonne place dans l'école : nécessité d'un travail commun entre parents, enseignants et élèves

L'éducation, c'est d'abord les parents

Des propositions

Sur les orientations politiques et générales :

Arrêter de financer l'école privée (l'école obligatoire à partir de 3 ans, oblige l'Etat à prendre en charge les maternelles privées).

Augmenter le nombre d'enseignants.

Les profs doivent être bien formés, solides et bien payés.

Demander plus de temps pour une mise en œuvre adéquate de la réforme du lycée.

Faudrait-il que les représentants de parents exercent leur mission dans une autre école que celle de leur enfant ?

Sur les contenus pédagogiques :

L'école démocratique apporte des solutions : elle apprend à travailler ensemble. L'enfant est encouragé à participer à la vie de l'école, à s'engager pour devenir un citoyen.

La baisse de l'envie d'apprendre a été observée parallèlement à l'arrivée d'Internet qui agit comme une illusion d'accéder facilement au savoir et de pouvoir se passer de l'enseignant. Pour contrecarrer ce phénomène, l'enseignant doit se positionner et être reconnu comme médiateur de l'information.

Restaurer la confrontation d'idées, le débat chez les jeunes qui ont peur d'aller au conflit et se mettre en danger.

En conclusion...

Verbatim : « Vivre la démocratie au sein de l'école ! »

6. RESTITUTION ET CONCLUSION GENERALE

Chaque atelier restitue les débats et les propositions qui y ont été formulés.

Un temps d'échange permet de préciser des points, notamment sur les besoins en logements sociaux en Ile-de-France, l'abandon de l'aide à la pierre...

Globalement, il se dégage des besoins pour le service public retrouve : du temps (de réflexion, de fonctionnement), la gratuité, de l'humain et de l'indépendance.

